



PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DRE n°2015-99 du 2 juin 2015, portant mise en demeure de régulariser la situation administrative d'une activité de tri transit de déchets (papiers usagés), au titre de la rubrique n°2714 applicable aux installations classées pour la protection de l'Environnement que la SCI Gennevilliers Logistics Investments exploite dans le bâtiment A situé au 97/129, rue du Moulin de Cage à GENNEVILLIERS.



**LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.512-8, L.514-5 et R.512-33,

Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2005 réglementant l'activité d'entreposage du bâtiment A de la société FONCIERE EUROPE LOGISTIQUE située au 97/129, rue du Moulin de Cage à Gennevilliers classable sous les rubriques 1510/1 (Autorisation) 2910/A/2 et 2925 (Déclaration) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Vu le courrier de la SCI Gennevilliers Logistics Investments en date du 23 juillet 2013 par lequel elle a déclaré succéder à la société Foncière Europe dans l'exploitation du bâtiment A situé au 97/129, rue du Moulin de Cage à Gennevilliers,

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France en date du 20 avril 2015 qui a constaté, au cours d'une visite d'inspection réalisée le 9 avril 2015, l'existence de cinq non-conformités notables et a proposé pour l'une d'entre elle portant sur une exploitation irrégulière de mise en balles de papiers usagés de mettre en demeure la SCI Gennevilliers Logistics Investments de remédier au manquement constaté suivant :

Non-conformité notable n°1 :

Contrairement à l'article R512-33 du code de l'environnement, l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du Préfet la modification de ses installations consistant à exploiter une nouvelle activité constituant une installation classée pour la protection de l'environnement sous la rubrique 2714 et le régime de la déclaration, au sein d'un entrepôt soumis à autorisation et réglementé par l'arrêté préfectoral du 8 mars 2005.

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 avril 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, informant l'exploitant qu'il était proposé à son encontre un arrêté préfectoral de mise en demeure et l'invitant à présenter s'il le souhaitait des observations, dans un délai de 15 jours,

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SCI Gennevilliers Logistics Investments de régulariser la situation administrative de l'activité de tri transit de déchets au titre de la rubrique n°2714, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

Article 1^{er}

La SCI Gennevilliers Logistics Investments, représentée par Monsieur Jérôme DELAUNAY en qualité de directeur de l'Asset Management, dont le siège social est situé Cœur Défense –tour B – La Défense 4 100, esplanade du général de gaulle LA DEFENSE Cedex, est mise en demeure, dans un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté et pour l'exploitation de l'entrepôt A situé au 97/129, rue du moulin de Cage à Gennevilliers de régulariser sa situation administrative vis-vis d'une activité de tri transit de déchets (papiers usagés) relevant de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées. A cet égard, une déclaration de modification des installations déjà autorisées, devra être effectuée pour cette nouvelle activité, en produisant les éléments exigés par l'article R. 512-33 du code de l'environnement.;

Article 2

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 - Délais et voies de recours

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Article 4

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de GENNEVILLIERS et pourra y être consultée.

Une ampliation du présent arrêté devra être affichée :

- à la Mairie de GENNEVILLIERS, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Article 5

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de GENNEVILLIERS, Monsieur le Chef de l'Unité territoriale de Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 2 juin 2015

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,

Le Secrétaire Général



Christian POUGET

